



CONSULTATION SUR LA RÉFORME DE L'ASSURANCE CHÔMAGE



Communiqué de presse, 3 mars 2021

ADOPTION DE LA RÉFORME DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE : UNE BOMBE À RETARDEMENT ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET POLITIQUE

Dans un contexte de crise économique qui risque de se prolonger au-delà de 2021, le collectif Expressions déplore l'adoption de la réforme de l'assurance chômage et son application partielle dès le 1^{er} juillet prochain. Les chercheurs d'emploi et les personnes précaires ont urgemment besoin de soutien pour ne pas subir une exclusion encore plus radicale. La décision du gouvernement de maintenir cette réforme injuste marque une rupture supplémentaire du pacte de solidarité, sur lequel est pourtant fondé l'esprit de l'assurance chômage.

La réforme va accentuer la précarité économique des plus fragiles

Dès le 1^{er} juillet, sera appliqué un nouveau mode de calcul de l'indemnisation des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, basé sur le salaire journalier de référence (SJR). Désormais, le SJR prendra en compte les périodes d'inactivité, ce qui provoquera une baisse des allocations. D'après l'étude d'impact de l'Unédic de novembre dernier, plus de 830 000 personnes (un tiers des allocataires) connaîtront une baisse d'indemnisation de 20 % en moyenne par rapport aux allocations touchées avec les règles encore en vigueur.

Par ailleurs, il est important de rappeler que nombre de personnes qui ont rejoint les rangs des chercheurs d'emploi ces derniers mois travaillaient dans les secteurs les plus touchés par la crise sanitaire : c'est la double peine pour elles ! Non seulement, elles n'ont pas de visibilité sur l'évolution de leur secteur professionnel mais en plus, les allocations risquent de ne pas leur permettre d'assurer leur quotidien et celui de leur famille.

Une bombe à retardement économique, sociale et politique

De même, l'Unédic alertait sur l'impact des nouvelles règles d'assurance chômage – à l'époque envisagée pour le 1^{er} avril – serait plus élevé du fait de la crise, « amplifiant son effet d'environ 20 % ». Ce qui laisse entendre que le contexte de crise va amplifier les dégâts. On peut légitimement craindre que nombre de personnes concernées basculent dans une plus grande précarité, voire dans la pauvreté la plus extrême.

« Le gouvernement prépare une bombe à retardement économique, sociale et politique pour les prochains mois. Il n'y a pas d'équité dans cette réforme. La première chose que les personnes que nous accompagnons nous disent, c'est qu'elles veulent travailler. Arrêtons de stigmatiser les chercheurs d'emploi. Nous devrions leur tendre la main. Cette politique va avoir des conséquences très néfastes sur notre société. » Gilles de Labarre, président de Solidarités nouvelles face au chômage

Le collectif Expressions est plus que jamais mobilisé, à l'écoute des chercheurs d'emploi. Ses membres resteront particulièrement attentifs aux conséquences à venir liées à cette réforme.

LES MEMBRES DU COLLECTIF EXPRESSIONS :

ATD Quart Monde	Fédération des acteurs de la solidarité
CFDT	Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP)
Coorace	Secours catholique
FAGE	Solidarités nouvelles face au chômage (SNC)
	UNSA

CONTACTS PRESSE :

SNC Solidarités nouvelles face au chômage

Yaëlle Szwarcensztein / 06 29 80 36 15 / yaelle.szwarcensztein@snc.asso.fr

ATD Quart Monde / Emilie Perraudin / 06 28 61 69 05 / emilie.perraudin@atd-quartmonde.org

COORACE / Emilie Ouchet / 06 99 14 59 43 / emilie.ouchet@coorace.org

FAGE Fédération des associations générales étudiantes / Cécile Thevenet / 06 75 33 79 30 / presse@fage.org

Fédération des acteurs de la solidarité

Audrey-Jane Baldi / 01 48 01 82 06 / 06 17 80 03 52 / audrey-jane.baldi@federationsolidarite.org

MNCP Mouvement national des chômeurs et précaires

Pierre-Edouard Magnan / 06 79 91 63 18 / pierreedouard.magnan@gmail.com

Secours Catholique

Djamila Aribi / 06 85 32 23 39 / djamila.aribi@secours-catholique.org

UNSA / Vanessa Jereb / 06 26 34 09 92 / vanessa.jereb@unsa.org